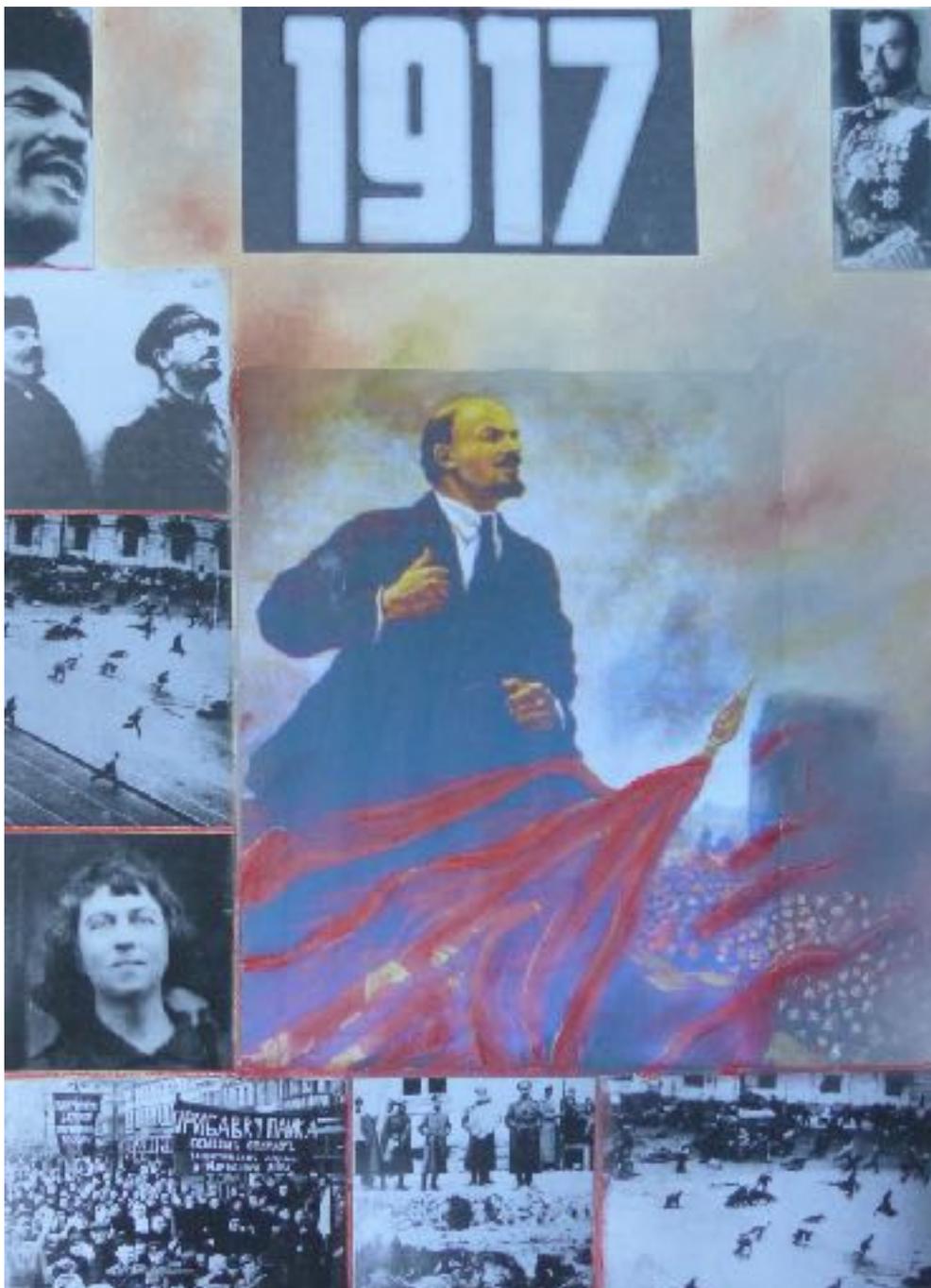


# le Trait d'Union



**Bulletin bimestriel de l'Union Nationale France - Russie - Cei - États Baltes**

*Les articles sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs et peuvent ne pas refléter l'opinion de l'UNFR-CEI-ÉB*



## OCTOBRE.

Une même date, un même mois, pour un événement mémorable et deux décisions associatives, la publication d'un numéro spécial de notre journal et la tenue de notre Congrès.

La coïncidence n'est pas fortuite même si rien ne procède de la même nécessité : l'histoire commande pour le premier, l'intention et l'obligation pour les deux autres. D'emblée nos remerciements à qui permirent la fabrication du journal par leur contribution, à Madame la Directrice du Centre Russe pour la Science et la Culture pour l'accueil gracieux, en ses locaux, de nos travaux et de la projection du film Octobre. Car tout semblait compromis tant en cette période de célébration, historiens et politologues étaient sollicités, les salles indisponibles. Notre choix calendaire, outre l'avantage pratique de jumeler les manifestations, le film, suivi d'une conférence puis le Congrès dans un enchaînement chronologique facilitateur, nous l'espérons, d'une participation accrue, se voulait participer d'une cohérence doublement pertinente et uniment politique : « 10 jours qui ébranlèrent le monde » et concernèrent intensément la Russie et son environnement ne pouvaient pas ne pas nous intéresser et sans qu'il y ait équivalence de sens, notre Congrès se devra d'être un moment si possible de renouvellement dynamique, tel que j'y exhortais dans plusieurs adresses déjà. Ainsi procédera-t-il à l'amendement de nos statuts, insuffisant en soi pour insuffler nouvelle vigueur à nos actions, mais indispensable pour corriger d'inévitables anachronismes, appréhender de nouvelles réalités, susciter en ses fondements mêmes des engagements plus solidaires.. Eisenstein, comme beaucoup

d'autres créateurs de ce temps, inventeur de nouvelles formes et conceptions d'expression artistique, se prêtera bien, telle est notre supposition, à une introduction au débat sur le fait révolutionnaire lui-même, abordé par ailleurs selon divers épisodes et factures dans le TDU.

Je reviens sur des propos antérieurs qui purent paraître anecdotiques : le nombre des initiatives souvent universitaires ou avec la participation des universités, atteste l'intérêt suscité en France par l'événement et dont l'effet -quelle qu'en soit l'appréciation- porte au-delà du moment et du lieu. Nos raisons associatives ont trouvé là confirmation avisée et matière à une opportune réflexion.

Quant aux modifications statutaires, soumises à l'approbation du Congrès, elles prévoient certes des dispositions aptes à promouvoir un plus grand engagement ; mais qui restent compatibles avec la volonté expresse de chacun(e) à prendre une part plus responsable dans le gouvernement de l'Union. Nos vœux seraient ainsi comblés et l'Union fortifiée, revivifiée.

Marc Druesne

P.S. Je reçois à cet instant un message du Ministre-Conseiller de l'Ambassade de Russie qui m'annonce que ma lettre est bien parvenue à la Présidence, qu'elle y fut appréciée, l'idée d'un OFRJ retenue et inscrite à l'ordre du jour des discussions du Trianon. Remerciements ont été réitérés pour nos actions en faveur des relations franco-russes.

Et comme je l'ai immédiatement signalé à la Présidence française elle-même attentive au projet d'OFRJ, je le ferai dès réception d'une confirmation écrite russe, je déclarerai l'Union

prête à assumer sa part légitime de responsabilité dans le processus paritaire mis en place.

Enfin je me devais de clore avec quelque gravité - telle est ma conviction que je crois conforme à celle de l'Union - en alertant sur ce qui se trame ou s'élabore dans le quasi-silence médiatique autour de ou contre la Russie. Serge Halimi dans la livraison de ce mois du Monde Diplomatique, dit, me semble-t-il convenablement les choses dans un récit documenté, pondéré, justement inquiet des risques de guerre fomentés outre-Atlantique, dont l'Ukraine et la Russie pourraient être les foyers, les accords de

Minsk inappliqués, oubliés, ruinés. Et quid alors de l'action de leurs « parrains européens », garants d'une recherche d'une solution politique négociée ? Les arguments et démonstrations de Serge Halimi sont miens, son inquiétude est la mienne devant les menées principalement états-uniennes de désigner la Russie comme ennemie potentielle et de la traiter comme telle. Malheureux nous serions, nous, amis russes et ukrainiens, le monde, si les tensions s'exacerbaient à dessein. Mieux que dire, il faut agir mais dire vrai et fort c'est déjà le faire et susciter un vouloir collectif.

M. Druesne

*Ce Numéro Spécial se voulait témoignage de l'intérêt porté par l'Union à un événement qui non seulement décida du sort de la Russie pour plusieurs décennies mais aussi marqua une rupture d'avec l'ordre établi et la marche du monde. Les articles sont de style et d'approche différents, mais tous sans doute porteurs d'informations, d'avis et d'arguments propres à susciter la réflexion voire la controverse au-delà même de leur publication. Il est, à côté de récits puisés à l'histoire des écrits plus personnels où mémoire et jugement, affrontés au temps vécu, portent appréciation comparée sur le sens de destins personnels pris dans le maelstrom de l'histoire. Sa contribution, sans valoir celle des hors-séries de la presse professionnelle, compte tenu aussi (cf.édito) de l'indisponibilité des chroniqueurs et analystes potentiels, se veut apparaître et demeurer, dans les limites de ses compétences, comme reconnaissance de ce qui par-delà les volontés individuelles et les impliquant en même temps, fait la vie des peuples, dont celui avec lequel nos liens d'amitié ont traversé les siècles.*

### SOMMAIRE

- p.1 et 2, **OCTOBRE** Marc Druesne  
p.3, **NUMÉRO SPÉCIAL** Marc Druesne  
p. 4 à 14, **REGARDS D'HISTORIENS**  
p.4 et 5, **Les relectures de l'histoire un siècle plus tard** Bernard Petit  
p.6 à 13, **Sur le négationisme**  
Gilda Landini,  
p.14 à 16, **La révolution russe : points de vue actuels et approches scientifiques**  
E.I. Bolotova, I. L. Gavrilouk  
p 17 à 22, **DEUX TÉMOIGNAGES**  
p.17 à 20 **La révolution russe : 100 ans après**  
Dimitri de Kochko  
p. 21 et 22, « **La vie de millions de gens a radicalement changé** »  
Youri Abdourahmanov  
p. 22 à 27 **À la croisée des mutineries et de la révolution russe, la révolte des soldats russes à La Courtine en 1917**  
Rémi Adam

*photomontage : Christiane Montastier*

### directeur de la publication :

Marc Druesne  
121, route des châtaigniers  
74350 ALLONZIER LA CAILLE

### siège social :

Union Nationale France-Russie-Cei-États Baltes  
Centre Culturel de Vitry

36, Rue Audigeois 94400 Vitry-Sur-Seine

adresse courriel : [unfrceiforum@aol.com](mailto:unfrceiforum@aol.com)

### rédacteur en chef :

Marc Druesne  
marc.druesne1@wanadoo.fr

### comité de rédaction :

Dimitri de Kochko,  
Christiane Montastier  
Serge Petit,  
Marcelle Sage-Pranchère

### secrétaire de rédaction-maquette :

Philippe Guichardaz  
N°Cpafap 0105 G 79 555 - N° Issn 1267-2408

# La révolution russe : les relectures de l'histoire



*Bernard Petit  
est professeur  
agrégé d'histoire  
au lycée Bernard Palissy  
de Saintes*

© PHOTO F. B.

Le centenaire de la révolution de 1917 s'inscrit dans la complète disparition des témoins directs et se prête à un bilan plus dégagé des grands débats idéologiques du vingtième siècle. L'ouverture des archives soviétiques depuis 1991 a permis l'approfondissement du sujet et a autorisé une relecture globale sans véritable surprise pour les chercheurs en dehors de quelques points secondaires. Cet article se propose donc de revenir sur les principales avancées d'une recherche, qui n'est pas exempte de problématiques issues des préoccupations actuelles.

Tout d'abord la mesure chronologique du processus de rupture tend à couvrir l'ensemble des années 1914 à 1921, donc à s'étendre de l'entrée en guerre à la victoire définitive des Rouges sur les Blancs. En effet, l'échec du passage à une économie de guerre a justifié amplement les évolutions postérieures. Plus que la brutalisation et la massification, mises en exergue dans les cas français ou allemands, la recherche insiste plutôt à propos de la Russie sur les fragilités structurelles d'un état inadapté, d'une économie en transition et d'une société fondamentalement ancrée dans

les logiques de la ruralité et de la tradition. Plutôt qu'une prison des peuples, selon l'image traditionnelle, les chercheurs actuels insistent sur une double contrainte : une immensité mal gérée et une territorialité divisée entre deux cents peuples aux objectifs fondamentalement différents. Les 174 millions de sujets de l'empire ne se reconnaissaient alors que minoritairement dans la culture russe et l'orthodoxie religieuse. La diversité des origines culturelles des dirigeants bolchéviques n'est ainsi nullement le fruit d'un hasard, mais l'expression d'une forme de radicalité issue d'une diversité idéologique mal gérée par l'état russe.

Ainsi les tensions créées par l'économie de guerre et la succession des désastres militaires ont engendré des émeutes paysannes et des révoltes de minorités nationales dès l'année 1916. La révolution s'est ensuite opérée, selon un schéma traditionnel, lorsque l'armée a refusé de réprimer les émeutes urbaines dans la capitale et s'est dangereusement scindée sur le problème de la défense du régime. Ensuite de mars à novembre 1917, le processus apparaît généralement comme une machine sans pilote. Le principal problème, celui de l'économie de guerre, n'est nullement résolu par la transformation politique du printemps 1917. L'unité territoriale se déchire : l'immensité devient facteur d'éclatement dans ce contexte.

La prise du pouvoir par les Bolchéviques s'est réalisée à Petrograd sans véritable opposition dans une ville dont l'activité n'a pas été interrompue. Cette seconde révolution n'est alors que la continuité de la première, ne résolvant qu'en apparence la contradiction du double pouvoir entre l'administration et les Soviets.

La période qui s'étend jusqu'en juillet 1918 correspond à une hésitation entre poursuite de la guerre et paix séparée, entre partage du gouvernement (Bolchéviques et Socialistes révolutionnaires de gauche) et parti unique, entre pouvoir et conseils nés de la révolution. Les solutions à ces problèmes ont été tranchées toujours en harmonie avec les choix de Lénine, bien que ses thèses aient souvent été minoritaires quelques temps à l'intérieur de la direction de son parti. L'une des forces des Bolchéviques de cette époque réside d'ailleurs dans la capacité de leur direction à assumer des débats approfondis et très disputés, sans se déchirer. Les cadres du parti sont donc restés unis au milieu d'une situation très délicate. La situation est ainsi pleinement différente de celle qui a débuté après la mort de Lénine. La force des communistes, maintenant seuls au pouvoir à l'été 1918, reposait exclusivement sur un soutien urbain et ouvrier ; mais les mesures prises sur la propriété de la terre, souvent en contradiction avec les objectifs initiaux, permettent une neutralisation, sinon une complicité, avec une large partie de la paysannerie, seule garantie d'une victoire dans la guerre civile.

Les études ont confirmé qu'il n'y avait pas d'interdiction des droits d'opinion et d'expression, après la prise de pouvoir des Bolchéviques : mêmes les adversaires politiques ont pu s'exprimer publiquement et ne pas être arrêtés... tant qu'ils ne participaient pas à une insurrection armée. Le pouvoir communiste de la révolution n'était donc pas a priori une dictature du type stalinien.

Malgré l'extrême difficulté de la situation, la prise de pouvoir par les seuls

communistes à partir de l'été 1918 simplifie la situation et engendre une reconstruction de l'état. L'échec des divers opposants réside donc dans leurs divisions fondamentales face aux solutions politiques. La bureaucratie traditionnelle et une partie des cadres de l'armée retrouvent dans ce contexte des objectifs clairs correspondant à leur culture. Malgré sa formation et ses habitudes, la bureaucratie russe constitue d'ailleurs aussi l'un des principaux leviers de la prise de contrôle du pouvoir par Staline avec ses conséquences majeures à long terme. Le processus de bureaucratisation du parti et de retour à des pratiques tsaristes n'a été clairement perçu par Lénine qu'à partir de l'épisode géorgien de 1921, sans que la majorité de la direction du P.C.U.S. ait compris la réalité du danger.

Pour la population de base, l'ampleur de la désorganisation économique, progressive de 1914 à 1918 et confirmée de 1918 à 1921, a été mieux appréhendée dans ses dimensions humaines, en particulier la famine de 1921. La réflexion porte aussi sur la confiscation du pouvoir par l'état, même communiste, face aux assemblées plus ou moins démocratiquement choisies.

L'intérêt actuel porté en Russie en faveur de l'époque tsariste, notamment le sort de la famille impériale, ne rencontre guère l'intérêt des chercheurs étrangers pour lesquels les limites du Tsarisme, ses impérities et ses blocages, sont pleinement confirmées par les sources complémentaires mises à disposition du public.

Bernard Petit



*L'historienne Gilda LANDINI-GUIBERT est la fille de Léon Landini, résistant FTP-MOI, torturé par Klaus Barbie. Professeur agrégée d'histoire, elle a présidé la Commission d'histoire du Musée de la Résistance nationale de 1997 à 2000. Elle a signé, fin 2016, un premier roman remarquable : « Le fil rouge ». Elle y retrace l'histoire de sa famille, plus d'un demi-siècle de combat et de courage.*

« Damnatio memoriae » : la damnation de la mémoire. C'est ainsi que les Romains dans l'antiquité appelaient le fait d'effacer de la mémoire les noms ou les visages des personnages politiques afin qu'ils soient oubliés à jamais et que leur force mystique ne puisse plus jamais être néfaste : leurs représentations étaient détruites, leurs noms effacés des listes politiques ou des monuments, la date de leur anniversaire déclarée « jour néfaste »... Ils copiaient en cela les Egyptiens qui condamnaient déjà à l'oubli quelques milliers d'années plus tôt ces pharaons dont ils ne voulaient plus entendre parler... Et pourtant qui ne connaît aujourd'hui Akhéton et sa belle épouse Néfertiti ?

Des milliers d'années plus tard : aucun progrès ! Ainsi, en France, nos gouvernants continuent-ils à penser qu'il suffit d'effacer les révolutions, les noms des révolutionnaires des manuels scolaires et des commémorations, pour que jamais ceux-ci ne deviennent des exemples à suivre : qu'ils s'appellent Robespierre, Elizabeth Dmitrieff ou Lénine, il faut effacer leurs noms des mémoires ou bien les évoquer avec horreur : les lier à la Terreur de 93, aux pétroleuses de Paris de 1871, à la Terreur rouge de 1918... Bref : Révolution = Terreur ! Horreur ! Il vaut mieux les rejeter dans l'oubli et admettre que seul le

capitalisme – avec certes « quelques défauts » - est la seule voie à suivre.

Qui pratique aujourd'hui la « damnatio memoriae » ?

Rien que de plus simple puisque tous les médias et les principaux éditeurs sont aux mains d'une oligarchie dont on retrouve trop souvent les mêmes noms dans les deux cas : Ainsi le groupe Lagardère détient-il aussi bien bon nombre d'ouvrages scolaires et parascolaires comme Hachette, Hatier, Armand Colin, Larousse, Calmann-Lévy Fayard, Stock, que bon nombre de radios comme Europe1, RFM, Virgin Radio, sans parler des journaux...

Le groupe éditorial constitué de Belin et des Presses Universitaire de France dont l'actionnaire est le réassureur SCOR dirigé par le très philanthropique et progressiste Denis Kessler (celui qui a déclaré en 2007 : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer [...] Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! ... »). Soyons clair, si le mot « censure » n'est pas évoqué, la ligne

éditoriale n'autorise guère de pensée... disons « dissidente ». Pierre Nora des éditions Gallimard l'explique clairement, lorsqu'il refuse en 1997 de faire traduire l'ouvrage d'Eric Hobsbawm *The Age of extremes* (1994), en raison de l'« attachement à la cause révolutionnaire » de son auteur. Tous les éditeurs, écrit-il, « bon gré mal gré, sont bien obligés de tenir compte de la conjoncture intellectuelle et idéologique dans laquelle s'inscrit leur production ».

Passons aux « médias » les plus écoutés : Tous nos quotidiens nationaux (Le Monde, Libération et Le Figaro), toutes nos chaînes d'info (LCI, I-Télé, BFM-TV), l'essentiel des hebdomadaires de référence (Le NouvelObs, L'Express, Le Point) et des chaînes de TV privées (Canal+, TF1) appartiennent à de grands milliardaires : Bouygues, Xavier Niel, Dassault, Bernard Arnault, Bolloré, Pierre Bergé, Patrick Drahi, François Pinault, Matthieu Pigasse et Lagardère, voilà les dix milliardaires qui sont à la source de « la « désinformation permanente » de nos cerveaux rendus disponibles afin d'être remplis de coca-cola... Les journalistes eux-mêmes – si on peut ainsi qualifier ceux qui font plutôt figure d'animateurs TV – sont les chiens de garde du grand capital d'autant qu'ils ont tout intérêt à aller dans le « bon sens patronal » s'ils veulent continuer à vivre comme des « stars », et être tous payés bien plus de 10 000 euros par mois et même entre 30 000 et 45 000 euros par mois pour le JT sur TF1. Et lorsqu'ils ne gagnent pas les salaires des vedettes des différents JT, ils ne peuvent pas, s'ils veulent garder leur place, aller à l'encontre du patron, car « qui paye les musiciens choisit la musique » ... Comment dans ces conditions, peut-on penser différemment ? Comment peut-on s'extraire

de cette propagande qui ne dit pas son nom et qui modèle l'opinion publique ? « S'informer fatigue » écrivait Ignacio Ramonet. Il faut donc se fatiguer si on ne veut pas entrer comme des moutons dans une pensée unique faite pour conduire l'homme inconscient à l'abattoir.

Comment est-on arrivé depuis des années à convaincre le peuple que toute idée révolutionnaire ne pouvait que mener à une catastrophe plus grande encore ?

Ø En France, à l'école tout d'abord : Toutes les grandes révolutions : 1793, 1871, 1917 ne sont pratiquement plus abordées dans les programmes scolaires ou bien sous un angle tellement déformé qu'on ne peut que les rejeter en bloc quand on n'a rien entendu d'autre dans sa vie.

1793 = la guillotine / 1871 = Paris à feu et à sang / 1917 = la Terreur rouge

La Révolution française ne fait pratiquement plus partie des programmes d'enseignement en France depuis plus de deux décennies : à peine évoquée de façon confuse à travers des concepts imposés : les femmes, la liberté de la presse, etc... 4 heures maximum – la période napoléonienne incluse [il faut finir le programme]. Robespierre n'est plus évoqué qu'au travers de l'imagerie anglaise de l'époque c'est-à-dire celui qui tire les ficelles de la guillotine. Il est présenté comme un psychopathe assoiffé du sang des Français, responsable de tous les maux. C'est à peine si on rappelle que la France est alors en guerre contre une coalition monarchique... en tout cas pas un mot sur le fait que Robespierre s'était opposé à cette guerre voulue par les Girondins et le roi lui-même. Pas un mot pour dire qu'il avait proposé l'abolition de la peine

de mort en 1791 et qu'il n'avait pas été suivi par les députés dans cette voie. Plus rien n'est dit sur ceux qui organisèrent le complot le portant à la guillotine : les Thermidoriens dont l'âme fut Fouché « le mitrailleur de Lyon » qui avait été l'un des pires « terroristes en 1793 ! (en voilà un qui avait bien compris comment se dédouaner rapidement de ses propres crimes et les imputer à quelqu'un d'autre !)

La Commune, timidement réapparue il y a peu en collègue, l'est de façon plus que succincte et désincarnée. A peine s'il est question de Louise Michel, mais la belle Elizabeth Dmitrieff, aristocrate d'origine russe devenue marxiste, n'est plus connue de personne sauf affublée de ce surnom de « pétroleuse » inventé par les Versaillais pour accréditer la thèse selon laquelle les combattantes de la Commune incendiaient Paris à tour de bras. Elle fut pourtant l'une des dirigeantes de l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés. Ce mouvement féminin n'était pas qu'un corps improvisé d'infirmières : c'était un mouvement hautement revendicatif et très en avance sur son temps : Égalité salariale, droit d'organiser son travail, droit de vote, reconnaissance d'un statut civique plénier reposant sur une entière égalité civique et juridique : bien de ces revendications n'ont toujours pas abouti en 2017 bien au contraire...

Et enfin, La Révolution russe d'octobre 17 n'est plus présentée que comme une conséquence collatérale de la Grande Guerre, comme un coup d'état de quelques fanatiques sanguinaires, des « bandits politiques », alors que le « processus démocratique » était déjà bien enclenché depuis février... C'est oublier bien vite que la disparition du tsarisme en

février 1917, puis la prise du pouvoir par les bolcheviks en octobre, furent possibles parce qu'une écrasante majorité de la population de l'Empire russe avait soif de changement et ne supportait plus un système social et politique profondément inégalitaire et meurtrier. Lénine est devenu en quelques années celui par qui le Mal arrive : La Terreur rouge est présentée comme née du cerveau malade de Lénine qui ne rêve – rien de moins – que de pendre le plus de paysans possible à la vue de tous ! La révolution russe est devenue un repoussoir, le moment fondateur d'un totalitarisme aussi terrifiant que le nazisme.

Toutes ces idées n'ont pu rentrer dans les cerveaux rendus disponibles que parce que les instances supérieures de l'Education Nationale et certains de nos « historiens » ou politologues chéris de nos médias à savoir François Furet, Stéphane Courtois, Nicolas Werth (ces deux derniers ont collaboré au « Livre noir du communisme »), Jean Jacques Marie, Dominique Colas, Alain Besançon et consorts, se sont vautrés avec délectation dans ce concert d'imprécations anti-révolutionnaires. Bon nombre d'entre eux, repentis de l'extrême gauche, ont eu à cœur de prouver leur anticommunisme afin d'accéder à des postes prestigieux de l'Université par leur « repentance ». Besançon n'écrit-il pas : « Tout ce temps que j'ai passé sur l'histoire russe et le communisme soviétique, à l'étudier et à l'analyser, j'espère qu'il me sera compté à pénitence ». En voilà une sérieuse approche historique ! Et objective avec cela !!! Même le journal l'Humanité a fait appel à certains d'entre eux pour un numéro spécial consacré à cet événement. Voilà qui laisse songeur non ?

Ø En Russie aussi, la Révolution a été gommée de l'histoire officielle. Avec l'effondrement de l'URSS au début des années 90, c'est d'abord le rejet.

Le 7 novembre 1991, avant même la disparition de l'URSS, aucun défilé n'a lieu à Moscou : Boris Eltsine, président de la Russie, n'en veut plus. Dès la disparition de l'URSS, dans la Russie postsoviétique, l'heure est à la dénonciation du « totalitarisme stalinien » qu'aurait engendré la révolution d'Octobre. A partir de 1993 les manuels d'histoire de la Russie présentent la Révolution comme un événement ayant brisé le développement naturel d'une Russie résolument entrée dans l'ère des réformes au début du 20e siècle. Le même phénomène culturel s'empare de la France et de la Russie : il faut présenter un pays dont la marche sereine et ferme vers la démocratie est entravée par l'hystérie révolutionnaire d'une minorité qui, afin de s'emparer du pouvoir, est prête à mettre sa terre à feu et son peuple à sang. Pourtant tout allait si bien : Roi, reine, empereur, impératrice : tous si bons et aimés de leur peuple ! Personne ne mourait de faim, pas de guerre, pas de violence policière, pas de censure : et tout à coup, c'est la Révolution : telles les 10 plaies d'Egypte, des fléaux s'abattent sur la France en 89 et la Russie en 17. C'est presque incompréhensible !

Là aussi les historiens, qui veulent une place dans la nouvelle société libérale, s'en donnent à cœur joie : dans sa biographie de Lénine (1995), rapidement traduite en plusieurs langues, l'historien Dmitri Volkogonov, qui se définit comme un « ancien stalinien passé dans la douleur au rejet absolu du totalitarisme bolchevique », dépeint un Lénine « malveillant et perfide », dont les origines juives et allemandes permettent d'expliquer son mépris à l'égard des Russes : « Il aurait été prêt à donner sans hésiter la moitié de la

Russie européenne aux Allemands, pourvu qu'il puisse rester au pouvoir ! »

Tout d'abord rejetée, la Révolution est désormais superbement ignorée. On est ainsi passé en moins d'un demi-siècle de l'enthousiasme au dénigrement puis à l'effacement d'aujourd'hui, au moment où triomphe le conservatisme et son rejet de toute "culture révolutionnaire".

En effet, depuis 2004, la Douma (chambre basse du parlement russe) a adopté la loi remplaçant le jour férié du 7 novembre commémorant la révolution de 1917 par une Journée de l'Unité du peuple le 4 novembre, censée célébrer la fin du "temps des troubles" en Russie en 1612. Le 4 novembre, soutenu par une Eglise orthodoxe russe qui voue aux gémonies la Révolution de 1917, commémore ainsi l'expulsion de Russie des envahisseurs polonais qui avaient occupé le Kremlin pendant plusieurs mois.

En janvier 2016, durant une réunion du gouvernement, Vladimir Poutine a affirmé : « Nous n'avons pas besoin d'une révolution mondiale ». Oui mais voilà : Impossible, au moment du centenaire, de passer sous silence une Révolution qui « ébranla le monde », selon les célèbres mots de John Reed...

Aussi, le pouvoir russe a-t-il décidé, non de commémorer, mais de « tirer les leçons » de la Révolution de 1917. Il est soutenu en cela par le patriarche de Moscou, Cyrille Ier, qui a qualifié cette dernière de « crime terrible » lors de son homélie, dimanche 19 février 2017, dans la cathédrale Saint-Sauveur de Moscou : « Les révolutionnaires mentaient au peuple, provoquaient les conflits. Leurs buts étaient différents que ce qu'ils proclamaient. Ils mettaient en œuvre un programme que les gens ne pouvaient s'imaginer (...). Dans leur écrasante majorité, (les révolutionnaires) avaient fait couler le sang innocent, avaient eu

recours à la torture ». Il avait déjà déclaré le 30 décembre 2016 que le terme « célébrations » était inapproprié pour commémorer le centenaire des événements de 1917 : « il ne s'agit pas de célébrer le centième anniversaire de la tragédie, mais de commémorer cette date en toute conscience ». Les commémorations des événements de 1917 doivent générer « une réflexion profonde et des prières sincères » afin que de telles « erreurs » ne puissent plus se reproduire aujourd'hui. »

C'est dire combien il sera difficile dans un tel contexte de faire entendre des voix divergentes tant les intérêts politiques actuels pèsent sur les historiens.

### **Ceci étant dit : qu'en est-il en réalité ?**

On ne peut guère dans un article évoquer l'ensemble de la Révolution d'octobre : cette revue n'y suffirait pas. Il va donc falloir se contenter du « coup d'état bolchévique », l'un des mensonges les plus éhontés de l'histoire qui constitue le fonds de commerce des « historiens reconnus » :

On a l'impression aujourd'hui que nos « historiens » n'ont pas lu les documents d'époque et qu'ils ressassent jusqu'à l'écœurement que les événements du 24-25 octobre 1917 (calendrier julien) sont un coup d'état fomenté par une poignée d'hommes avides de pouvoir... et de sang ... qui ne fut pratiquement pas versé ce soir-là rappelons-le (cinq morts) !!! Toute la politique du parti bolchevik, en 1917, contredit en réalité la théorie du « coup d'État ».

En fait, la révolution de février 17 déboucha sur une situation « de double pouvoir » comme disait Lénine. Un « gouvernement provisoire » formé à la hâte, constitué de représentants de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens au sein duquel le menchevik Kerenski occupe différents postes ministériels (justice puis armée), faisait face

aux soviets – « conseils », en russe – des ouvriers, des soldats et des paysans.

Durant tout l'été 17, c'est le chaos. La situation économique du pays est totalement catastrophique du fait de la Première guerre mondiale que le Gouvernement provisoire veut continuer à tout crin afin de respecter les anciennes alliances. La production agricole s'effondre accentuant la pénurie et le rationnement. Les combustibles manquent ; les prix flambent ; Les transports sont totalement désorganisés. Par la force des choses les tensions sociales se multiplient : colère dans les queues devant les magasins, manifestations, grèves.

Les paysans passent à l'action, et s'emparent des terres des seigneurs, sans plus attendre la réforme agraire promise et constamment retardée par le gouvernement. Les soldats largement d'origine paysanne, démoralisés après trois ans d'un conflit meurtrier (1,7 millions de soldats morts !), désertent en masse (2 millions d'entre eux !) afin de pouvoir participer à temps à la redistribution des terres. « Les soldats ont voté pour la paix avec leurs pieds » disait Lénine.

Et les réformes tant espérées qui n'arrivent toujours pas... Il est clair que dans ces conditions extrêmes, et alors que la plupart des partis soutiennent le gouvernement provisoire (menchéviks, Socialistes-Révolutionnaires Démocrates-Constitutionnels), le programme bolchevique, constitue un immense espoir pour tous « la paix, le pain et la terre » et « Tout le pouvoir aux soviets ». Point de coup d'état : la politique gouvernementale fait de leur montée au sein des couches populaires – particulièrement urbaines - un événement inéluctable. Ainsi, lors des élections municipales à Moscou, alors que les autres partis perdent des voix, les bolcheviks passent de 75 000 à 198 000 voix.

Dès le mois de juillet, ils gagnent le soutien des couches les plus avancées de la classe

ouvrière de Petrograd. Celles-ci fulminaient d'impatience, voulaient prendre le pouvoir. Mais les Bolchéviks ne sont encore majoritaires qu'à Moscou et Petrograd. En dehors de la capitale, beaucoup de travailleurs et de soldats soutenaient encore les dirigeants mencheviks et Socialistes-Révolutionnaires. Lénine insistait : « il faut expliquer patiemment ». Pour un dirigeant politique « malveillant et perfide », et n'éprouvant que du mépris à l'égard des Russes », dirigeant qui voulait soi-disant organiser un putsch, voilà une bien étrange formule, non ?

Le gouvernement provisoire assimile ces émeutes de juillet à une tentative du parti bolchévique de se saisir du pouvoir. Il fait alors venir des troupes dans la capitale, interdit la Pravda et donne l'ordre d'arrêter les dirigeants bolcheviques, les accusant d'incitation à la révolte avec l'appui financier allemand. Lénine et Zinoviev fuient et entrent dans la clandestinité en Finlande, mais beaucoup d'autres dirigeants bolcheviks sont arrêtés, entre autres Trotsky, appréhendé le 22 juillet. Ils restent en prison jusqu'à ce que Kerensky les relâche à la suite de la tentative de coup d'état du général Kornilov, officier de l'armée du tsar. À la fin août, ce dernier se sent en effet assez fort face à Kerenski pour déclencher un coup d'État.

Le 25 août 1917, Les armées de Kornilov, constituées de cosaques du Don sont lancées sur la capitale. Kerenski panique et démet Kornilov de ses fonctions, l'accusant de vouloir renverser le gouvernement et instaurer une dictature militaire. En trois jours, les soviets de Pétrograd prennent la tête de la résistance et le mettent en déroute. Ils redeviennent ainsi l'épicentre du contre-pouvoir ouvrier. La classe ouvrière de la capitale comprend bien qu'une victoire de Kornilov signifierait son écrasement dans une sanglante revanche. Les soviets font alors appel aux bolchéviks. Lénine lance le mot d'ordre « Aucun soutien à Kerensky, lutte

contre Kornilov ». Les ouvriers creusent des tranchées, les cheminots font dérailler les trains ennemis, et les bolchéviks se montrent les plus énergiques et organisés dans la lutte, faisant basculer dans le camp révolutionnaire des régiments blancs entiers par leur agitation. Le coup d'état de Kornilov est un lamentable échec et ses troupes et lui-même sont arrêtés. La mobilisation des bolcheviks fut le facteur décisif qui fit échouer cette tentative de coup d'État contre-révolutionnaire.

Dès lors, il est de plus en plus évident pour Lénine et Trotsky que le moment est venu d'en finir avec la situation de « double pouvoir » (gouvernement provisoire et soviets des députés ouvriers et des délégués des soldats de Petrograd). Le 29 septembre, Lénine déclarait : « La crise est mûre ». Il faut mobiliser toutes les forces pour inculquer aux ouvriers et aux soldats l'idée de l'absolue nécessité d'une lutte acharnée, ultime, décisive pour le renversement du gouvernement de Kerensky. Tout l'honneur du parti bolchevique est en jeu. Tout l'avenir de la révolution ouvrière internationale pour le socialisme est en jeu. »

La capacité à poser la question de la prise du pouvoir montre si oui ou non un parti ouvrier a de réelles qualités révolutionnaires. C'est « L'adaptation la plus gigantesque quand le parti prolétarien doit passer de la préparation, de la propagande, de l'organisation, de l'agitation à la lutte immédiate pour le pouvoir, à l'insurrection armée contre la bourgeoisie. » (Trotsky les leçons d'octobre). Le parti bolchevik a surmonté cette épreuve en s'engageant lui-même dans la lutte armée pour le pouvoir, faisant alors la preuve de qualités révolutionnaires sans précédents.

Néanmoins les débats au sein du comité central du Parti bolchevique afin que celui-ci organise une insurrection armée et prenne le pouvoir sont vifs. Certains autour de Kamenev et Zinoviev considèrent qu'il faut

encore attendre, car le parti est déjà assuré de la majorité dans les soviets, et se retrouverait à leur avis isolé en Russie comme en Europe s'il prenait le pouvoir seul et non au sein d'une coalition de partis révolutionnaires. Mais Lénine et Trotsky l'emportent et après avoir résisté, le Comité approuve et organise l'insurrection, dont Lénine fixe la date pour la veille de l'ouverture du II<sup>e</sup> congrès des soviets, qui doit se réunir le 25 octobre.

Le 16 octobre 1917, un Comité militaire révolutionnaire est créé au sein du soviet de Petrograd et dirigé par Trotsky, président de ce dernier. Il est composé d'ouvriers armés, de soldats et de marins. Il s'assure le ralliement ou la neutralité de la garnison de la capitale, et prépare méthodiquement la prise d'assaut des points stratégiques de la ville. La préparation du coup de force se fait presque au vu et au su de tous, les plans livrés par Kamenev et Zinoviev sont même disponibles dans les journaux, et Kerensky lui-même en vient à souhaiter l'affrontement final qui viderait l'abcès.

En fait, l'insurrection avait été annoncée publiquement aux délégués révolutionnaires élus dès ce moment-là. Le 18 octobre, Trotsky lui-même l'annonce à la Conférence de la garnison de Petrograd : « La bourgeoisie sait que le soviet de Petrograd proposera au Congrès des soviets de prendre le pouvoir en main... Prévoyant la bataille inévitable, les classes bourgeoises s'efforcent de désarmer Petrograd... A la première tentative de la contre-révolution pour supprimer le Congrès, nous répondrons par une contre-offensive qui sera implacable et que nous pousserons jusqu'au bout. »

La Révolution d'octobre ne fut pas un simple coup d'État organisé par une minorité. Au contraire, les ouvriers et les militaires de Petrograd ont reconnu leurs aspirations dans le programme bolchevique et lui ont accordé leur

soutien sans lequel la prise du pouvoir aurait été impossible.

« Il n'y eut presque point de manifestations, de combats de rue, de barricades, de tout ce que l'on entend d'ordinaire par "insurrection". La révolution n'avait pas besoin de résoudre un problème déjà résolu. La saisie de l'appareil gouvernemental pouvait être effectuée d'après un plan, avec l'aide de détachements armés relativement peu nombreux, partant d'un centre unique. (...) Le calme dans les rues, en octobre, l'absence de foules, l'inexistence de combats donnaient aux adversaires des motifs de parler de la conspiration d'une minorité insignifiante, de l'aventure d'une poignée de bolcheviks. (...) En réalité, les bolcheviks pouvaient ramener au dernier moment la lutte pour le pouvoir à un "complot", non point parce qu'ils étaient une petite minorité, mais au contraire parce qu'ils avaient derrière eux, dans les quartiers ouvriers et les casernes, une écrasante majorité, fortement groupée, organisée, disciplinée. » Trotsky histoire de la Révolution russe. T2.

Non seulement la révolution d'Octobre ne fut pas un coup d'État, c'est-à-dire une opération menée dans le dos du peuple, mais elle fut organisée au grand jour lorsqu'il fut clair pour tous que les Bolcheviks bénéficiaient du soutien décisif des masses. Ils appliquèrent à la lettre ce mot de Saint-Just qui date de 1794 : « Osez ! Ce mot renferme toute la politique de votre révolution. »

Le 26 octobre, Trotsky annonça officiellement la dissolution du gouvernement provisoire lors de l'ouverture du Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et paysans. Les délégués apprennent alors que les troupes du front qui avaient été désignées par Kérensky pour réprimer l'insurrection se rangent du côté de

celle-ci. Dans les heures qui suivent son ouverture, le congrès adopte les décrets transférant tous les pouvoirs aux soviets et adopte également un décret sur la terre, sur la paix, sur les nationalités et sur le contrôle ouvrier sur la production. Les Bolchéviks prirent en 33 heures des mesures que le gouvernement provisoire n'avait pas prises en 8 mois d'existence.

Alors pourquoi nos « historiens » bien - pensants continuent-ils à claironner que ce ne fut qu'un coup d'état ? Pour prouver que les Bolchéviks – ce parti d'avant-garde – n'était pas légitime ! et si un parti révolutionnaire aujourd'hui se rêvait à vouloir réitérer ce type de révolution, il serait comme les Bolchéviks hors-la-loi ! Et la boucle est bouclée !

Lorsqu'on relit Lénine, on comprend mieux pourquoi aujourd'hui comme hier, la volonté d'étouffer dans l'œuf ou de refouler toute tentative révolutionnaire, guide les pas de nos gouvernants : « La haine sauvage que nous porte la bourgeoisie illustre de la façon la plus concrète cette vérité que nous montrons correctement au peuple les voies

et moyens qui permettront de mettre fin à la domination de la bourgeoisie. »

On pourrait ainsi, à propos d'autres événements de cette révolution, mettre à bas les explications fallacieuses de nos « historiens dominants » qui sont soi-disant objectifs puisqu'ils sont anti-communistes (cherchez l'erreur). Aussi faut-il continuer à expliquer et expliquer encore, car comme Dimitrov le lançait à Goering lors du pseudo-procès des « incendiaires communistes du Reichstag » : « Les contre-révolutions sont des parenthèses de l'histoire, l'avenir appartient aux révolutionnaires ». Et pour cela on a besoin des masses conscientes : la lutte des classes n'est pas un « concept » (novlangue) périmé. Au contraire les peuples d'aujourd'hui la vivent dans leurs tripes chaque jour. Elle est plus que jamais d'actualité et la connaissance approfondie et rigoureuse des événements et des débats qui ont animé nos ancêtres – au sens filial du terme – doit être plus que jamais au cœur de notre héritage scientifique.

Gilda Landini-Guibert

*Notre paix, c'est leur conquête*

*Car en mil neuf cent dix-sept*

*Sous les neig's et les tempêtes*

*Ils sauvèrent les Soviets*

Les Partisans (T.Atourov et S.Alimov)

# La révolution russe de 1917 : points de vue actuels et approches scientifiques



*BOLOTOVA Elena*  
*Docteur en sciences de*  
*l'histoire*  
*Professeur à la chaire*  
*d'histoire nationale et*  
*régionale*  
*Université Pédagogique de*  
*Volgograd*



*GAVRILIOUK Ivan*  
*Chargé de cours à la chaire*  
*d'histoire nationale et*  
*régionale*  
*Université Pédagogique de*  
*Volgograd*

L'anniversaire de la révolution de 1917 est un des événements les plus marquants en Russie en cette année 2017 tant sur un plan social que sur le plan de la recherche.

La révolution de 1917 est un événement qui a changé le vecteur de développement non seulement de la Russie mais du monde entier. Vu l'importance des changements qui ont suivi on peut comparer le processus révolutionnaire à l'introduction du christianisme en Russie ancienne (Rous) à la fin du Xe siècle, aux réformes de Pierre le Grand au début du XVIIIe siècle et aux réformes conséquentes faites par Alexandre II entre 1860 et 1870. Mais parmi tous les événements cités, la révolution a été un fait « tranchant, » un fait très « douloureux » pour la société russe. La question de l'auto-identification pour de nombreux citoyens et pour les responsables des domaines culturel et social est liée à la révolution. Toute la période soviétique de l'histoire de la Russie est liée à la manière dont on évalue la révolution. Les uns s'associeront aux acquis de la période soviétique dont les racines plongent dans la révolution d'octobre, d'autres, au contraire, renieront la période soviétique et s'uniront à la « Russie que l'on a perdue ». La révolution a été suivie de la Guerre Civile, un conflit armé qui a mis en avant la haine et l'intolérance. Les bolcheviks ont gagné la Guerre civile ; mais

près d'un siècle après, la société civile russe, encore aujourd'hui, est souvent divisée : il y a les « blancs » et il y a les « rouges » Et ceci non seulement quand on donne son avis sur l'histoire mais aussi quand il s'agit de choisir un modèle de développement pour la Russie actuelle ayant pour base l'expérience de l'histoire. L'histoire actuelle de la Russie est coordonnée à la manière dont on considère la révolution. Par conséquent les acteurs de la recherche scientifique dans le domaine de l'histoire ont une lourde responsabilité quand ils élaborent de nouvelles approches, quand ils déterminent les limites de l'histoire de la révolution et définissent le vecteur historique dans la conscience des populations vivant en Russie.

On peut mettre en évidence quelques points de discussions autour de l'histoire de la révolution.

Première question : combien y a t il eu de Révolutions en Russie en 1917 ? On le sait ; on dit habituellement qu'il y a eu deux révolutions : la révolution bourgeoise démocratique de Février et la Grande révolution socialiste d'Octobre; une grande importance a été donnée aux événements d'Octobre 1917 quand, du point de vue des historiens soviétiques, a eu lieu la révolution socialiste ; le prolétariat avec les paysans

pauvres dirigés par le parti bolchevique conquiert le pouvoir politique et créa le premier état prolétarien au monde qui permit le progrès ultérieur du pays. La Révolution socialiste d'Octobre eut une résonance mondiale car elle permit le passage du capitalisme au socialisme (communisme). Dans de nombreux manuels scolaires on parle des 2 révolutions sans idéologiser les événements. Mais dernièrement apparaît au premier plan le schéma suivant : les révolutions de Février et d'Octobre font partie du même processus révolutionnaire et les historiens parlent de la Révolution de 1917.

Les événements de Février 1917 ont marqué le début du processus révolutionnaire. La monarchie fut renversée, mais dans le pays il n'y avait pas de forces politiques qui auraient pu répondre à l'appel, résoudre les problèmes sociaux, économiques et les questions de politique extérieure. Les libéraux qui prirent le pouvoir suite à l'abdication de l'empereur Nicolas II n'ont pas démocratisé la société, mais ont accentué la destruction de l'état russe, vieux de plusieurs siècles. Le résultat fut : la crise du gouvernement provisoire et l'apparition de plusieurs instances qui voulaient diriger le pays, ceci en partant du gouvernement des sociaux démocrates du Soviet des Députés Ouvriers de Petrograd jusqu'à la dictature militaire du général L.G. Kornilov. Finalement en Octobre 1917 les bolcheviks arrivent au pouvoir et dans le pays s'instaure la dictature d'un seul parti qui marque le début d'une nouvelle étape de développement du pays. Octobre 1917 fut la suite logique de Février. Dans les articles scientifiques concernant l'histoire on peut voir les termes suivants : révolution d'Octobre, révolution de Février, Révolution de 1917, révolution russe, Grande Révolution des peuples de Russie et aussi «le Temps des discordes». Ainsi on refuse d'opposer Février à Octobre.

On ne peut donc pas travailler sur la question de la révolution en dissociant les événements de Février et d'Octobre. Quand on parle de cette histoire dans l'espace russe, les termes habituels utilisés partout et également dans le domaine éducatifs sont : « La Grande Révolution des peuples de Russie ».

Deuxième question à discuter : la terminologie appliquée aux événements d'Octobre 1917.

Après la chute de l'URSS la terminologie incontestable « Grande révolution Socialiste d'Octobre » fut remplacée par les vocables suivants : « coup d'Etat d'Octobre », « coup d'Etat bolchevique ». S'il est question de terminologie idéologisée de l'époque soviétique, le terme « coup d'Etat » n'est il pas idéologisé ? On observa cette tendance depuis les années 1990 jusqu'au milieu des années 2010. Mais actuellement Octobre 1917 vu comme un « coup d'Etat » passe au second plan. Comme le dit l'académicien A.O. Tchoubarian, directeur de l'Institut d'Histoire Universelle : « après de sérieuses discussions nous en sommes arrivés à la conclusion suivante : cette période doit être appelée « Grande révolution 1917 des peuples de Russie ». Les révolutions de Février et d'Octobre entrent organiquement dans l'ensemble des événements liés à la révolution.

Considérer que la révolution de 1917 constitue un seul ensemble permet aux chercheurs contemporains d'étudier ce processus de manière plus approfondie ainsi que ses causes. En étudiant la multitude des causes et les prémisses de la révolution, les historiens contemporains analysent la révolution même comme un fait complexe et à plusieurs niveaux. Une des causes les plus importantes est la crise des élites et l'influence de facteurs extérieurs. N.A. Narotchnitskaïa insiste sur le rôle d'un facteur extérieur : « quand les Puissances centrales ont tout fait

pour miner la Russie de l'intérieur et les alliés de l'Entente n'ont pas voulu la renforcer ».

N.V. Starikov étudie la révolution dans le contexte des relations internationales. A son avis la ruine de l'Empire russe n'est pas du tout fortuite, de même que la chute de l'Union soviétique ; dans les deux cas la destruction de l'Etat fut initiée par des forces extérieures. Le point de vue de B.N. Mironov est également intéressant ; il pense que les révolutions du début du XX siècle eurent lieu parce que la société russe ne sut pas s'adapter à la modernité, elle ne sut pas passer du traditionnel au contemporain.

Il faut préciser que l'étude de la révolution de 1917 dans le domaine de l'historiographie contemporaine se fait de manière plus sereine, plus pondérée. Et lorsqu'apparaissent des points de vue extrêmes, l'approche scientifique prévaut.

Le point de vue de l'Eglise orthodoxe russe est intéressant. Pour commémorer la révolution de 1917 elle a organisé les XXVes Lectures Internationales Educatives de Noël : « 1917-2017 : les leçons du centenaire » qui se tinrent à Moscou en janvier 2017. Pour l'Eglise ce n'est pas seulement les fêtes du centenaire, mais la fête de la restauration du patriarcat et des conciles. Dans les comptes rendus des Lectures de Noël apparaissent les points de vue négatifs, comme de coutume, des membres du clergé, mais il y a aussi une appréciation, à mon avis, objective de la période post révolutionnaire : « Lors de l'époque soviétique il y eut des crimes contre l'Eglise et contre la foi, mais aussi le sacrifice de nombreuses personnes qui furent capables de mettre en avant leurs qualités et de servir leur Patrie. Suite à cela il y eut des découvertes scientifiques et techniques, l'amélioration de l'éducation et le développement et la diffusion de la culture de notre peuple au plan mondial. »

Le gouvernement accorda beaucoup d'attention à ce centenaire. La Société d'Histoire fut chargée d'organiser la commémoration. Le thème dominant fut, comme partout, la *réconciliation*. Le président de la Fédération de Russie lors de son discours du 1er décembre 2016 à l'Assemblée fédérale déclara : « Nous avons besoin des leçons de l'histoire avant tout pour la réconciliation, pour le renforcement de l'entente au niveau civil, politique et sociétal. Il n'est pas admissible de traîner dans notre vie quotidienne les mésententes, la haine, les blessures et la cruauté du passé, pour servir nos propres intérêts politiques ou autres, pour spéculer sur les tragédies qui ont touché pratiquement tous les foyers en Russie et quel qu'ait été le côté des barricades que nos ancêtres ont occupé ».

Quelles que soient les appréciations, il y a une certitude : le centenaire de la révolution a permis à la société russe de considérer avec respect son histoire et c'est là, probablement, que se situe la réconciliation ; la réconciliation non seulement entre les citoyens contemporains ayant des vues politiques différentes mais aussi la réconciliation de l'homme avec son histoire à travers son étude objective. En ce qui concerne le monde des historiens le centenaire a focalisé l'attention sur de nombreuses questions liées aussi bien aux événements de 1917 que sur ce qui fut en amont et en aval ; les points les moins étudiés ont été mis en évidence et ceci permettra de tirer des conclusions sur une vaste échelle à propos de cet événement à multi facettes que fut la Révolution des peuples de Russie de 1917.

E.I.Bolotova,  
I.L. Gavriliouk

Traduction : Valentine Grosjean

# La révolution russe : 100 ans après



*Dimitri  
de Kocko,  
journaliste,  
militant associatif*

Le centenaire des révolutions de Février et d'Octobre 1917 rend pour le moins perplexe en Russie aujourd'hui. Aussi bien le pouvoir, qu'une grande partie de l'opinion. Bien sûr, les partisans résolus de la révolution ou de la contre-révolution savent quoi faire. Mais les autres pas vraiment.

Faut-il commémorer ? Fêter ? Pleurer et expier ? Ou tenter de saisir le moment pour prôner la réconciliation nationale, d'autant que le centenaire intervient à un moment où la «patrie est en danger», en raison des menaces de l'OTAN et du terrorisme islamiste.

Les autorités sont évidemment plutôt favorables à la troisième solution mais les deux autres attitudes existent et correspondent à un véritable débat dans la société. Il tourne autour de la question : la révolution a-t-elle été un bienfait pour la Russie ou une catastrophe ? Et là attention : la question ne se pose pas forcément de la même façon en Russie et dans le reste du monde.

En France, notre analyse de la situation révolutionnaire en Russie en 1917 est largement tributaire de la vision soviétique. Un

pays arriéré avec une monarchie fin de race, une bourgeoisie engluée dans des contradictions qui la rendent impuissante à remplacer une noblesse purement parasitaire. Le tout lancé dans une guerre incohérente où la Russie va de défaite en défaite. Ce qui expliquerait les désertions en masse et le renfort apporté à un prolétariat peu nombreux mais bien organisé car concentré dans des usines modernes. Et organisé grâce à un parti de révolutionnaires professionnels pour qui le terrain a été préparé par des décennies de propagande socialiste, révolutionnaire, anarchiste, «narodovoltiste» etc.

Après recherches, témoignages et moult réflexions, on peut dire aujourd'hui que la réalité est un peu différente. Et c'est ce qui explique les hésitations actuelles. En fait, la Russie de 1914 est en plein développement industriel. Elle est la troisième ou la quatrième économie mondiale et si elle continue à ce rythme et parvient à résoudre le problème de la faiblesse de son agriculture, de ses circuits financiers, de la pauvreté des masses et de la surpopulation des campagnes ainsi que les incohérences de sa gouvernance, elle pourrait devenir la première puissance européenne. Elle compte déjà avec 170 millions d'habitants, un dixième de la population du globe.

C'est une perspective qui inquiète une partie de la classe dirigeante allemande et plus discrètement anglaise. Avec les monarches desquelles, pourtant, la famille régnante de Russie est liée. C'est l'une des raisons du déclenchement de la première guerre mondiale. Les partisans allemands d'un coup

d'arrêt au développement de la Russie décident de frapper tant qu'il est encore temps et pensent sans doute que le conflit ne durerait pas trop. L'alliance franco-russe a contrarié ces plans et il en est résulté la boucherie que l'on sait.

A la demande de la France, la Russie lance l'offensive contre la Prusse orientale, alors qu'elle n'a pas complètement mobilisé. Il en résulte des pertes considérables mais les Français parviennent à arrêter les Allemands sur la Marne, grâce à cette offensive sur le front est (cf. Joffre et Foch à ce propos). Les taxis n'ont eu qu'un rôle anecdotique.

Sur le déroulement de la guerre aussi, il faut revoir certaines conceptions : l'année 1915 a été terrible pour les Russes. Ils ont compensé le manque de matériel par de la chair humaine. Mais ils n'ont pas cédé et ont permis aux alliés de l'ouest de se reprendre et de faire face à la redoutable année 1916, quand l'Allemagne a porté l'offensive à l'ouest. Et là il faut se référer à l'histoire de la guerre du général Serge Andolenko de l'armée française (ed. Les Syrtes). La Russie reprend son souffle, puis l'offensive. A la fin de 1916, début 17, ses armées (général Broussilov) ont percé le front, au sud de l'Europe, en Bessarabie, (actuelles Moldavie et Roumanie) et avance vers Bagdad au sud. L'Autriche propose une paix séparée en proposant Constantinople à la Russie, que cette dernière devait obtenir par accord avec les alliés si les Russes avaient participé à Versailles et Sèvres. Nicolas II refuse.

Au début de 1917, les dirigeants français, anglais et de l'Axe ne doutent pas de la victoire russe. Mais c'était compter sans la fragilité de l'appareil politique et de la gouvernance russe. Des ruptures d'approvisionnement de Pétrograd, la lassitude de la guerre et la détermination de l'opposition politique, bourgeoise et ouvrière pousse le monarque, en place par erreur manifeste de casting, à abdiquer. Cette abdication aussi reflète bien des contradictions de la société

russe d'alors : le tsar et ses conseillers croient pouvoir se livrer à une manœuvre juridique, l'abdication devant être annulée pour non conformité au droit.

Mais la période n'est pas propice à ce genre de manœuvre. La bourgeoisie qui s'empare du pouvoir est résolue, pleine de bons sentiments mais totalement incapable d'assumer un pouvoir cohérent (cf. la révolution permanente de Léon Trotsky). Le gouvernement provisoire émet d'une manière totalement irresponsable, du point de vue du pouvoir, «l'ordre N°1» qui brise toute hiérarchie et toute discipline sur le front, au moment où sur le front de l'ouest, le général Nivelle lance son offensive sanguinaire et catastrophique qui déclenche les mutineries. On peut sans doute dire aujourd'hui, que ce n'est pas la guerre perdue qui a déclenché la révolution, mais la révolution qui a fait perdre la guerre.

La perspicacité et l'organisation de la direction bolchévique lui permet de prendre le pouvoir en octobre avec la prise du Palais d'hiver. Beaucoup d'historiens considèrent aujourd'hui qu'il s'est agi d'un coup d'état ou d'un coup de force. S'il est vrai que la seule prise du pouvoir à Pétrograd peut s'assimiler à un coup de force, dont il ne faudrait tout de même pas omettre le rôle des Soviets, c'est l'issue de la guerre civile qui a constitué la véritable victoire de la révolution. Pour en assurer la victoire, les bolcheviks ont su jouer en plus des promesses sociales et de la paix, sur le sentiment national en soulignant le soutien (pour le moins ambiguë du reste) apporté aux blancs par les étrangers de l'entente. Bien sûr, ils n'ont pas insisté sur le soutien qu'ils ont pu recevoir de l'Axe.

Mais c'est la suite qui pose encore plus de problèmes : La révolution puis la guerre civile ont coûté plusieurs millions de morts et d'émigrés au pays. Puis la répression, la collectivisation et le Goulag représentent environ 20 millions de morts. Et les dégâts

culturels et moraux sont considérables, même si la révolution a aussi inspiré à ses débuts. Si l'on ajoute la seconde guerre mondiale et «ceux qui ne sont pas nés» à cause des horreurs du siècle, on ne peut s'empêcher de penser que le prix payé a été lourd. Cela valait-il la peine ?

Oui, répondaient sans hésiter Staline et ses partisans : «quand on coupe la forêt, des copeaux volent», avait-on coutume de dire. Mais voilà, sans tous ces massacres n'aurait-on pas eu le même bois avec infiniment moins de «copeaux»? Non, disent les pro-révolutionnaires qui avancent les chiffres du développement ultra rapide de la production d'acier, de l'industrialisation et de l'alphabétisation. Un peu moins de l'électrification, pourtant mot d'ordre léniniste de la révolution.

Les contre-révolutionnaires et les historiens actuels rétorquent que le développement serait intervenu de toutes les façons. Moins vite sans doute, mais sans créer une masse de main d'oeuvre, réduite à l'esclavage dans le Goulag. Et sans perdre une partie éduquée et compétente de la population. Ils objectent aussi qu'une partie du développement soviétique a été permis par des investissements ... américains, dès avant-guerre et que de nombreuses richesses du pays ont été bradées. Enfin, que le développement et la dynamique sociale se sont essouffés dans les années 70 et que l'URSS ne cessait plus, dès lors, d'accuser un retard considérable sur l'Occident. Ce qui a conduit à la catastrophe humaine de la «catastroïka», selon le terme du philosophe Alexandre Zinoviev. Même si cette dernière a permis d'ouvrir une ère nouvelle pour la Russie et les Russes. Un seul point d'accord aujourd'hui : l'URSS a réussi en matière d'enseignement. Et, malgré elle dans

une certaine mesure, en matière de culture. Officielle et dissidente.

En revanche, le bilan est différent si on le regarde de l'étranger. L'URSS par sa seule existence a permis des rapports de force plus favorables au monde du travail pour arracher des conquêtes sociales et politiques, dont étaient paradoxalement privés pour une grande part les travailleurs et les citoyens soviétiques. Mais qui aujourd'hui fondent comme neige au soleil chez nous. Ce qui a tendance à prouver que l'existence de l'URSS a joué un rôle favorable aux conquêtes sociales dans le monde capitaliste. Même si parfois, sa conduite obéissait plus à des intérêts géopolitiques nationaux qu'à la solidarité communiste. Pour ce qui est des habitants de l'URSS, des acquits sociaux aussi existaient et beaucoup vivaient d'une manière beaucoup moins tendue et intense professionnellement qu'aujourd'hui.

Le rapport de forces international, grâce à l'URSS a aussi aidé à la décolonisation. Il a sans doute aidé les forces nationalistes et socialistes arabes et d'autres tiers-monde de remporter des victoires laïques. Leur effondrement, aidé par le grand capital globaliste financier a ouvert la voie aux islamistes. La gauche européenne dépassée ou récupérée, elle aussi, a laissé la place aux mercenaires des révolutions de couleur subventionnées, voire à des forces ouvertement nazies, comme en Ukraine.

En jouant le rôle de superpuissance, sans en avoir en fait les moyens, l'URSS empêchait les doctrines actuelles de monde unipolaire, dirigé par un gouvernement mondial à direction états-unienne. Sans l'avoir vraiment voulu, la Russie actuelle se retrouve de nouveau en position d'opposant à ces visées

impériales. Mais elle n'a plus aucune justification idéologique pour le faire. C'est pourquoi certains la présentent comme la gardienne de valeurs européennes et chrétiennes. Il n'est sans doute pas juste et en tout cas dangereux d'assimiler un pays à une idéologie.

Le rôle de l'URSS dans l'écrasement du nazisme a aussi été primordial. On ne peut savoir ce qu'il en aurait été avec un autre régime en Russie. Les pro-soviétiques restent sur la glorification des héros russes et du martyr de la population, qui a payé de 23 millions de morts la victoire. Les historiens n'ont guère de doutes que si le nazisme avait gagné – mais font-ils valoir il aurait eu moins de chances de le faire si la Russie avait participé au Traité de Versailles – la guerre avec la Russie aurait été aussi cruelle. Compte-tenu des théories racistes des nazis – issues en partie du romantisme allemand russophile – les slaves devaient être éliminés ou réduits en esclavage. L'enjeu pour les Russes était plus grave que pour les Européens occidentaux. Ces derniers doivent néanmoins aux Russes et soviétiques d'avoir vaincu le nazisme – et non aux Américains comme on essaie de nous le faire croire aujourd'hui.

Mais, estiment des historiens, les pertes n'auraient tout de même pas été aussi lourdes si un autre régime avait été aux commandes : les meilleurs généraux n'auraient pas été liquidés juste avant la guerre, des terrains d'entraînement n'auraient pas été fournis aux nazis, juste avant l'offensive Barbarossa, des soldats faits prisonniers par les nazis n'auraient pas été poussés à rallier Vlassov, le général félon, les prisonniers civils auraient peut-être été mieux traités si Staline avait signé les accords de Genève sur les prisonniers et bien sûr la répression du Goulag

n'aurait à priori pas continué à faire des victimes.

Entre les «si» et les convictions plus affectives que rationnelles, le choix de l'attitude à adopter face à sa propre histoire n'est pas tranché. L'un des signes de cette expectative est la décision à prendre quant au sort du mausolée de Lénine sur la Place Rouge. Les uns exigent l'enterrement du chef révolutionnaire, comme le souhaitait du reste sa femme Nadejda Kroupskaïa. Les autres s'y opposent résolument. Le pouvoir transige. Pas de provocations, pas de décision pouvant diviser gravement la société russe. Alors on fait des compromis : Lénine redevient Saint-Petersbourg mais la région reste léninienne. Pareil à Ekaterinbourg, qui vit les derniers jours de Nicolas II et de sa famille, la ville retrouve son nom. La région reste à Sverdlov, le premier président soviétique...

Tout comme la Révolution française, qui a beaucoup inspiré les révolutionnaires russes, la Révolution d'octobre dépasse la seule dimension nationale. Le jugement de l'histoire et des générations futures doit forcément tenir compte de tous ces aspects et les conclusions peuvent être très différentes, selon l'endroit où l'on se place. Reste que c'est à la nation française et à la nation russe d'assumer leur histoire respective et d'en faire une composante de son identité. C'est presque fait en France, si l'on excepte la Vendée. La Russie y réfléchit encore. Plus les blessures ont été profondes, plus les plaies mettront du temps à cicatriser.

Dimitri de Kochko

## « *La vie de millions de gens a radicalement changé* »



*Youri appartient à la génération de ces étudiants et jeunes professeurs qui ont placé de grands espoirs dans la venue à la tête du Parti communiste de l'Union soviétique de Mikhaïl Gorbatchev. Pour eux, cela signifiait que le socialisme serait désormais indissociable de la démocratie et que leurs progrès iraient de pair. Youri est aussi de ceux, moins nombreux, qui sont convaincus que l'échec de la Perestroïka ne signifie pas que la voie est désormais fermée, définitivement, pour l'immense espérance née en 1917.*

Je suis né à l'époque où les gens voulaient oublier les horreurs de la guerre et du régime stalinien. Nous, les enfants, on ignorait tout de ces temps difficiles et l'éducation qu'on recevait à l'école et dans les familles, nous encourageait à devenir de vrais patriotes fiers de notre pays, de notre peuple et son histoire. La Révolution d'octobre faisait partie de nos valeurs, de notre mentalité. C'est avec fierté qu'on adhérait aux pionniers, aux jeunesses communistes.

Cela ne veut pas dire qu'on ignorait tout de la dure période où des gens disparaissaient dans la nuit ou passaient de longues années au goulag. En tout cas, pour moi et plusieurs amis qui m'entouraient. Mais on l'apprenait beaucoup plus tard, et ce n'était pas facile pour nos jeunes esprits. Mais en même temps, cela nous a poussés à vouloir changer les choses. C'est pour cela que moi en ce qui me concerne, ai adhéré au PCUS à l'âge de 23 ans, en 1982, juste avant la Perestroïka. Je n'étais pas seul, on était un groupe de jeunes qui voulions surmonter le déclin du parti et des idées communistes sous l'effet de la déchéance de la nomenklatura, et pour nous la meilleure solution pour y arriver, était d'adhérer au parti. Nous lisions Lénine, nous lisions le *samizdat*, nous discussions de la situation dans le pays et du marasme brejnévien. Mais on croyait ferme aux idéaux du communisme et la Révolution d'octobre continuait à jouer un rôle très

important dans notre vision du monde. Inutile de dire que l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev nous a remplis de joie et d'espoir.

Je suis né dans une famille métissée, loin des grands centres industriels et politiques de l'URSS, cela a dû jouer son rôle dans mon éducation. Mes parents avaient connu les années staliniennes, mon père avait fait la guerre, leurs deux familles avaient souffert — comme tant d'autres! - des purges staliniennes. Mais mes parents sont toujours restés communistes et je pense que c'est leur exemple qui m'a poussé à adhérer au PCUS. Par contre, mes grands-parents qui ont connu la Révolution, sont restés attachés aux traditions et aux religions de leurs peuples. Ils m'avaient inculqué le respect des opinions qui n'étaient pas les miennes et l'habitude de réfléchir. Ils m'emmenaient à l'église et à la mosquée (au grand désespoir de mes parents) et indirectement, ce qu'ils m'ont dit à propos de la Révolution, a influencé ma vie. Car, des deux côtés, paternel et maternel, je descends de familles paysannes, très pauvres avant la Révolution. Et malgré le fait qu'ils ne sont jamais devenus riches après (je crois d'ailleurs que devenir riches ne les intéressait même pas), ils m'avaient toujours dit que c'est grâce à la Révolution d'octobre qu'ils avaient pu avoir leur propre lopin de terre où ils pouvaient travailler pour eux-mêmes, qu'ils avaient appris à lire et à écrire et qu'ils ont pu envoyer leurs enfants faire des études dans des

collèges ou universités. Moi-même, petit-fils de paysans, je ne pourrais plus de nos jours, me permettre faire mes études dans une des meilleurs universités de l'URSS, Université linguistique de Minsk: trop cher! Mes grands-parents et mon père n'ont pas connu la Perestroïka de Gorbatchev, je ne sais donc pas quelle aurait été leur réaction.

Quant à moi, aujourd'hui, à l'âge de 58 ans, je considère toujours que la Révolution d'Octobre est un des plus grands événements de notre époque. La vie de millions de simples gens a radicalement changé grâce à elle, et les sombres années staliniennes n'y changent rien.

Youri Abdourahmanov, Minsk, Belarus

## À la croisée des mutineries et de la révolution russe, la révolte des soldats russes à La Courtine en 1917



*Historien,  
spécialiste de l'histoire du  
corps expéditionnaire  
russe en France  
durant la Première guerre  
mondiale*

Il s'agit ici de retracer les principales étapes de l'histoire des deux brigades russes envoyées par le tsar en France en échange de matériel militaire en 1916 et d'étudier les mécanismes par lesquels la révolution y a frayé, inexorablement, son chemin.

### **La Russie et son « inépuisable réservoir humain »**

Après un an et demi de guerre, les armées sont exsangues, car les pertes ont été effroyables : les vagues d'offensives lancées sur le front occidental face aux défenses et aux mitrailleuses adverses sur un front désormais figé ont été meurtrières. Les forces s'équilibrent tandis que chaque heure supplémentaire de barbarie guerrière ajoute son lot de souffrance et de détresse. En France, le pouvoir a fait appel par anticipation

aux classes les plus jeunes et aux hommes recrutés dans son empire colonial qui, s'ils ne sont pas citoyens, n'en sont pas moins tenus de porter l'uniforme et de mourir pour une République et une « patrie » qui ne sont pas la leur.

L'idée naît alors « naturellement » de « puiser » dans les « immenses réserves » du « réservoir humain » russe selon les termes des responsables politiques et militaires. En décembre 1915, un premier projet prévoit que la Russie tsariste fournira à la France...

1,2 million de soldats pour reconstituer ses rangs et faire basculer en sa faveur le rapport des forces sur le front occidental.

Mais si la Russie était entrée en guerre et était passée à l'offensive à l'été 1914 pour satisfaire les exigences de l'impérialisme français et britannique auquel elle était soumise sur le plan financier et politique, sa décomposition est déjà si avancée un an plus tard que son armée est bien incapable de fournir une telle quantité de chair à canon. L'inertie, voire l'opposition de la Stavka font le reste.

Les négociations aboutissent à l'envoi « symbolique » de deux brigades en France, soit environ 20000 hommes, et deux autres vers Salonique. La 1<sup>ère</sup> brigade effectue un voyage éprouvant, et tout autant fascinant, de trois mois : d'abord par le transsibérien depuis Moscou, puis par voie maritime depuis le port de Daïren jusqu'à Marseille, où elle débarque en avril 1916, après être passée par Saïgon, Singapour, Colombo, Djibouti et Port Saïd. La 3<sup>ème</sup> brigade parvient durant l'été à Brest et La Rochelle en empruntant, depuis Arkhangelsk, la route plus rapide du nord.

### **Une « tranche du rouleau compresseur russe »**

Au lendemain de son débarquement, la presse et les officiels ne tarissent pas d'éloges : voilà des « moujiks » doux et braves, fidèles et obéissants que le « poilu » peut prendre comme modèle. La foule est invitée à les admirer et à leur jeter des fleurs durant leur défilé à Marseille puis Paris. À leur tête, les généraux, Palitsine, Lokhvitski et Marouchevsky et les colonels, Netchvolodov, Diakonov, Narbout, Simenov et Verstakovski : des officiers supérieurs issus de la noblesse et zélés serviteurs de l'autocratie.

Parmi la troupe, beaucoup se sont portés volontaires et ont été sélectionnés pour leur aptitudes physiques : le régime a voulu

constituer un corps d'élite offrant toutes les garanties possibles et ayant valeur d'exemple auprès de ses alliés français et britanniques.

L'immense majorité des soldats est d'origine paysanne et a l'expérience du front, certains faisant figure de véritables vétérans. Au sein de la 1<sup>ère</sup> brigade, se trouvent en revanche de nombreux ouvriers. Jusqu'au printemps 1917, ces troupes combattent sur le front français où elles partagent le sort de tous les « pauvres couillons du front » comme le disent les biffins français, avec ses morts, ses blessures, visibles ou invisibles.

### **Printemps 1917 : révolte et révolution**

Courant mars, et malgré la volonté du commandement d'en retarder l'annonce, les soldats apprennent la fantastique nouvelle de la révolution et de la chute du régime à Petrograd. Des liens, ténus, existent avec certains militants de l'émigration russe à Paris, notamment autour de l'hôpital Michelet où sont soignés une partie des blessés du corps expéditionnaire. Malgré la censure et la surveillance, des tracts, des journaux, circulent. D'autres informations leur sont fournies par les soldats français qu'ils côtoient.

Le contrecoup de la révolution se manifeste d'abord par la volonté de ne plus subir la morgue et le pouvoir des officiers dont l'usage des châtiments corporels était le symbole le plus humiliant. Réclamant leur renvoi, ils entendent profiter sans attendre des premières transformations survenues en Russie.

Les soldats s'emparent de l'Ordre N°1 adopté par le soviet de Petrograd sous la pression de la troupe, pour élire leurs représentants et créer leurs propres comités. Certains décident que l'offensive de printemps qui se prépare intensivement sera la dernière à laquelle ils participeront. L'application de ce texte qui entérine la fin de la discipline de fer et de l'obéissance « sans murmure » de la troupe

envers le commandement est suivie avec la plus grande frayeur par les autorités françaises confrontées pour la première fois à des « soviets » à l'intérieur même de ses lignes !

La révolte, encore sourde jusque là, éclate au lendemain de l'échec de l'offensive Nivelle du 16 avril 1917, dans laquelle les deux brigades ont perdu près de 6000 hommes dans les assauts contre Courcy, Brimont, le mont Spin et la cote 108. Et ce, au moment même où l'armée française est elle-même touchée par une vague de mécontentement, de colère et de mutineries d'une profondeur et d'une étendue sans précédent depuis août 1914.

Le 14 mai 1917, 1<sup>er</sup> mai du calendrier russe, drapeaux rouges déployés portant de nombreuses inscriptions révolutionnaires, les soldats manifestent par milliers, conspuent le général Palitsine, commandant du corps expéditionnaire. Retirées du front, ces unités sont déplacées une première fois dans les Vosges, puis dans la Creuse au cours du mois de juin 1917 : en les isolant de l'armée française et de la population, les autorités espèrent les ramener à l'obéissance.

À cette date, le gouvernement provisoire, auquel chacun a dû prêter serment, dispose d'un crédit important. Les soldats espèrent de lui des changements concrets et l'annonce de leur rapatriement. Ils attendront en vain. Le nouveau pouvoir n'aura de cesse d'exiger leur désarmement et leur soumission aux officiers, pourtant unanimement rejetés, mais soudainement devenus de fervents « démocrates » parés de rubans tricolores ou rouge...

### **Une mutinerie de trois mois et une mini guerre civile orchestrée par la France**

Loin de l'effervescence de la Russie, ces soldats vivent une expérience unique sur le front occidental. Pendant trois mois, une partie d'entre eux, réunis avec armes et munitions au camp de La Courtine, refusent

de se rendre et de se soumettre aux ordres du gouvernement provisoire. Ils chassent même leurs officiers, pas mécontents il est vrai d'échapper à leurs moqueries et à leurs tourments, et s'organisent autour de leurs comités. Là se discutent toutes les questions de l'heure : la guerre, le partage des terres en Russie, le pouvoir des soviets, l'attitude de la France, dont ils estiment – non sans raison – qu'elle les a achetés et les a sacrifiés contre la livraison de quelques caisses de munitions, et celle du gouvernement provisoire et de Kerenski, son nouvel homme fort.

Des leaders émergent : Pierre Kidiaev, Ivan Baltaïs, Michel Volkov, Afanassi Globa. Des soldats du rang, dont plusieurs ont été blessés au front, mais aussi des sous-officiers que la guerre et la révolution ont transformés et qui ont la confiance des soldats.

L'autre partie de la troupe, autour de la 3<sup>ème</sup> brigade, a été éloignée du camp militaire creusois d'une vingtaine de kilomètres dans l'espoir d'y attirer les mutins et de les soumettre. D'abord considérée comme « loyaliste », elle se décompose et doit finalement être envoyée le 10 août près de Bordeaux, au camp du Courneau, pour éviter d'être emportée à son tour sous l'influence des soviets de la 1<sup>ère</sup> brigade.

Kerenski dépêche ses émissaires à La Courtine : un nouveau commandant, le général Zankevich, et plusieurs civils, Rapp, Morozov, Svatikov, « délégués du gouvernement provisoire » et « haut-commissaire de la Russie ». Ceux-ci font de grands discours exaltant la nouvelle Russie et son avenir. Mais ils exigent sans détour le désarmement des rebelles et leur retour au front « jusqu'à la victoire ». Si une infime partie des soldats et de leurs représentants redoutent l'épreuve de force annoncée et quittent le camp, l'immense majorité rejettent ces propositions, au grand dam des autorités françaises qui auraient bien voulu voir ces troupes révoltées quitter le territoire.

Après trois mois de face à face, de manœuvres du commandement et d'ultimatums, le gouvernement russe décide de mener l'assaut du camp contre les dix mille mutins qui y sont retranchés. Pour mener cette opération militaire, avec canons, mitrailleuses et mouvements de troupes soigneusement préparés, il peut compter sur une unité d'artilleurs traversant « providentiellement » la France et se dirigeant vers le front d'Orient. Il dispose ensuite de la fraction du corps expéditionnaire restée sous l'influence du commandement qui stationne au camp du Courneau. Au total, plus de cinq mille Russes sont mobilisés pour encercler le camp dans la première semaine de septembre : une mini guerre civile se prépare, au moment même où, à plusieurs milliers de kilomètres, les forces de la révolution et celles de la contre révolution, menées par Kornilov, s'opposent violemment.

Dans le combat armé à venir, le rôle des autorités françaises est prépondérant, malgré la volonté officielle affirmée à de nombreuses reprises de ne pas intervenir « *dans les affaires russes* ».

Pendant plusieurs semaines, elles exigent de Kérenski une solution définitive à la révolte. Si le gouvernement entend que le commandement russe assume les responsabilités de la répression, il demeure le commanditaire et le donneur d'ordres. L'armée fournit par ailleurs une aide matérielle importante en livrant notamment plusieurs canons de 75 et leurs munitions. Enfin, elle mobilise cinq mille de ses soldats, formant un deuxième cordon autour du camp de La Courtine, au cas où les unités russes chargées de l'assaut échoueraient dans leur tâche.

À l'issue de trois jours de tirs et de combats, les mutins se rendent. Plusieurs centaines sont jetés en prison. Des dizaines d'entre eux, dont les principaux « meneurs » de cette révolte,

resteront dans les locaux du fort Lidéot à l'île d'Aix jusqu'à leur renvoi en Russie trois ans plus tard. L'ordre règne à La Courtine. Officiellement au prix de 8 morts et 44 blessés parmi les insurgés. Un bilan dont les archives et les témoignages indiquent qu'il est en partie sous-estimé.

### **Que sont-ils devenus ?**

Plusieurs semaines après l'écrasement de cette mutinerie, le gouvernement français prend de nouveau les choses en mains. Il refuse de prendre le risque que se renouvellent, même à petite échelle, des événements de même nature. La Révolution d'octobre, accueillie avec enthousiasme par les soldats du corps expéditionnaire, qui y voient une revanche mais aussi l'espoir renouvelé d'un retour tant attendu, rend impossible leur renvoi en Russie : ce serait faire un trop beau cadeau aux bolcheviks.

Une base russe est constituée à Laval chargée d'administrer, et surtout de surveiller ces contingents. Il leur est proposé tout d'abord de retourner sur le front, mais à la condition de dissoudre tous les comités de soldats et de se soumettre sans condition à leurs officiers et à la discipline française. Une « légion des volontaires », combattant au sein de la Division marocaine est constituée avec les quelques centaines de soldats acceptant cette offre où qui y sont contraints. Seule unité russe encore engagée dans la guerre après l'armistice de Brest-Litovsk, elle combattra jusqu'à l'Armistice, non sans connaître de nouvelles convulsions en son sein. Un bataillon sera recruté ultérieurement et placé sous les ordres du général blanc Dénikine. Mais une partie de ses membres passeront du côté des Rouges non sans avoir réglé quelques uns de leurs comptes avec leur commandement...

La presque totalité des hommes refusent cependant de se soumettre de la sorte. Les deux tiers environ des effectifs sont donc

incorporés par petits groupes, dispersés et placés sous une étroite surveillance, dans des compagnies dites de « travailleurs volontaires ». Ils effectuent pendant plus de deux ans des travaux souvent pénibles, du terrassement, de la coupe de bois et bien d'autres encore, loin le plus souvent du front et des villes, c'est-à-dire de tout contact avec les soldats et la population.

Quant aux hommes refusant également de devenir, les « vidangeurs des Français », soit cinq mille hommes environ, ils sont, dès janvier 1918, déportés en Algérie vers des compagnies de travail forcé, ou dans des camps disciplinaires comme celui de Mers-el-Kébir.

Le rapatriement des membres du corps expéditionnaire n'interviendra qu'en 1919 et 1920 après un accord avec le pouvoir soviétique qui l'exigeait depuis octobre 1917. L'immense majorité exigèrent d'ailleurs d'être dirigés vers les territoires contrôlés par ce même pouvoir bolchevik. Seuls quelques centaines d'entre eux s'installèrent, pour beaucoup définitivement, en France.

### **La révolution russe au miroir de l'histoire du corps expéditionnaire**

Cette mutinerie d'une ampleur sans équivalent sur le front occidental pendant la guerre apporte une série de réponses à tous les détracteurs de la révolution russe.

Au printemps 1917, les soldats du corps expéditionnaire n'étaient pas des bolcheviques, des « maximalistes », comme on l'écrivait alors couramment, même si une poignée d'entre eux, dont Pierre Kidiaev ou Ivan Baltaï, avaient des convictions socialistes affirmées et étaient suffisamment âgés pour avoir vécu certains événements de la

révolution de 1905. Ils n'étaient pas davantage les jouets des militants ou de la presse de l'émigration et encore moins d'espions au service de l'Allemagne comme certains le prétendent encore aujourd'hui.

Car ces unités portaient en elles-mêmes, depuis leur formation, les ferments de leur décomposition. Elles étaient faites des mêmes atomes, de la même matière sociale, partageaient les mêmes aspirations profondes à la paix, la même aversion envers le corps des officiers et ceux qui s'en faisaient les serviteurs. La guerre, puis sa remise en cause, jouaient un formidable rôle de révélateur et d'accélérateur des oppositions sociales qui traversaient la société russe : celles-ci se trouvaient même concentrées sous l'uniforme. Nul ne pouvait plus exiger du soldat qu'il sacrifiât sa vie pour un régime et des officiers qu'il haïssait.

Ce mouvement profond, touchant unité après unité, homme après homme, gagna la quasi totalité de la troupe, y compris les éléments qui avaient participé à la répression de la mutinerie de l'été 1917 à La Courtine. La lecture de leur correspondance, rendue possible par les archives de la censure postale, révèle une spectaculaire transformation des consciences. Malgré la répression, la dispersion des unités en multiples détachements, la déportation de milliers d'hommes en Algérie, l'enfermement fréquent des hommes suspectés de jouer un rôle d'agitateur et de meneur, la propagande contre révolutionnaire incessante qu'ils subissaient, les anciens soldats du corps expéditionnaire étaient devenus des défenseurs déterminés de la Révolution d'Octobre.

Dans leur courrier, les soldats expriment une adhésion aux idées mêmes de cette révolution : la paix, le pouvoir aux travailleurs, l'égalité, l'entente entre les peuples contre tous les « buveurs de sang ». Prisonniers, otages de

l'impérialisme français, ils désignent avec une grande précision la responsabilité de la « France bourgeoise » et de son gouvernement.

Pendant la guerre civile qui s'ouvre au printemps 1918, tandis que la plupart des

officiers supérieurs des deux brigades partent combattre avec Koltchak et Dénikine, ils soutiennent le gouvernement « de Lénine et Trotsky », les Rouges contre les Blancs, la Révolution face à la contre révolution.

Rémi Adam

\*\*\*\*\*

*Pour en savoir plus...*

*Du côté de la littérature...*

- ANGLADE (Jean), *Y'a pas d'bon dieu*, Presse de la Cité, 1993, 283 p.
- BARBUSSE (Henri), « *Ceux qu'on n'a pas domptés* », *Faits divers*, Paris, Flammarion, 1928, 282 p, p 91-112.
- CHASTELOUX (Lise), *Un destin russe. Hors série Littérature*, Gallimard, 2016, 272 p.
- DAENINCKX (Didier), *Le der des ders*, Gallimard, 1985, 215 p.
- GIONO (Jean), *Ivan Ivanovitch Kossiakoff, Solitude de la pitié*, Folio, 1973, 182 p.
- OBEY (André), « *Camarades Rouski (août-septembre 1917)* », *Revue de Paris*, décembre 1920, p 528-554.
- MASAI (Raymond), *Le carnet de Nicolai*, éd. Du cerisier, 2009, 136 p.
- VALADE (Corine), *Léopoldine, De Borée*, 2016, 369 p.

*...du théâtre :*

- « *La Courtine 1917 – une saison rouge* », De Léa Miguel et Jean-Baptiste Tur, d'après *Y'a pas d'bon Dieu* de Jean Anglade, 2013.
- « *Un homme dans la brèche* », pièce radiophonique de Michel Sidoroff., France Culture, 2015.

*... des documentaires :*

- « *20000 moujiks sans importance* », Réalisation Patrick Le Gall, 1999
- « *De Moscou à Verdun* », « *L'incroyable périple des 40000 soldats russes pendant la Première Guerre mondiale* », Réalisation : Marcela Feraru, ECPAD, 2010.
- « *Millevaches, mémoire rebelle* », Réalisation Benjamin Prost, 2012.
- « *Les mutins de La Courtine* », Réalisation : Pierre Goetschel, 2015

*...des historiens et des témoignages :*

- ADAM (Rémi), : *Le journal de Stéphane Ivanovitch Gavrilenko*, Privat, 2014, 188 p. 1917, *La révolte des soldats russes en France*, *Les bons caractères*, 2007, 283 p *Les Damnés de la guerre*, *Histoire des soldats russes en France. 1915-1920*, L'Harmattan, 1996, 383 p.
- CAHEN (Gilbert) , *Le temps retrouvé du soldat Anissim I. Otmakhov*, édité par l'auteur, 2013, 288 p.
- DERROO (Éric), GOROKHOFF (Gérard), *Héros et mutins, Les soldats russes sur le front français*, Gallimard, 2010, 139 p (une remarquable sélection de photographies).
- FERNANDEZ-RECATALA (Denis), « *Le soldat est devenu un citoyen, camarades !* », *Nouvelles FondationS* 2007/3 (n° 7-8), p. 266-274.
- LAREBIERE (Bruno), « *Le grand soir à La Courtine* », *Terres d'Histoire*, N° 10, 1991, p32-35.
- PERNIKOV (Ossip), *Ma vie et ma chance*, Paris, Julliard, 1953, 246 p.
- PETIT (Pierre), *Histoire des Russes incorporés dans les armées françaises pendant la Grande guerre 1914-1918*, Académie Européenne du Livre, 1992, 31 p.
- POITEVIN (Pierre), *La mutinerie de La Courtine : les régiments russes révoltés en 1917 au centre de la France*, Payot, 1938, 202 p.